



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES YVELINES

ARRETE N° 02-173 Dual

**DIRECTION DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU LOGEMENT**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

*LE PREFET DES YVELINES,
Officier de la Légion d'Honneur*

VU le Code Minier,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié, pris pour application de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement) ;

VU les arrêtés préfectoraux du 14 Novembre 1969, 4 Juillet 1977 et 1^{er} Décembre 1987 autorisant la COMPAGNIE des SABLIERES de la SEINE à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires aux Lieux-dits « *Les Bastilles* », « *Le Bois de Flicourt* » et « *Les Terres de Flicourt* » sur la commune de GUERNES ;

VU les arrêtés préfectoraux des 8 Octobre 1993 et 2 Avril 1996 modifiant les conditions de remise en état de la carrière susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 Juin 1998 excluant certaines parcelles de remise en état du périmètre d'exploitation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 99-113 D.U.E.L. du 4 Mai 1999 imposant des prescriptions complémentaires concernant les garanties financières ;

VU la demande déposée par la COMPAGNIE des SABLIERES de la SEINE du 16 Janvier 2002 de modification des conditions de remise en état de la carrière au Lieu-dit « *Le Bois de Flicourt* » à GUERNES ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Ile-de-France en date du 19 Mars 2002 ;

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de sa réunion du 28 Juin 2002 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines :

Article 1 :

La Société COMPAGNIE des SABLIERES de la SEINE, dont le siège social est situé 2 Quai Henri IV à PARIS (75004) autorisée par arrêté préfectoral du 2 Avril 1996 à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sable et graviers située aux Lieux-dits « *Les Bastilles* », « *Les Terres de Flicourt* » et « *Le Bois de Flicourt* » sur le territoire de la commune de GUERNES, dont le périmètre a été limité à environ 43,20 ha par arrêté préfectoral du 29 Juin 1998, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires du présent arrêté.

Article 2 : Remise en état

Les articles III-8 et III-9 de l'arrêté préfectoral n° 96-58 / S.U.E.L. du 2 Avril 1996 sont remplacés par les prescriptions suivantes :

2.1) Etat final des lieux

L'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre aux indications figurant sur le plan d'état final joint au présent arrêté.

2.2) Nature de la remise en état

- création d'un plan d'eau de superficie 7 ha environ entouré par une digue placée à la cote 18,50 m. NGF,
- réalisation d'une île de superficie 2 500 m² à la cote 18,50 m. NGF,
- réalisation d'un chapelet d'îlots sub-affleurants dont les cotes doivent varier entre 17,50 m. NGF et 17,80 m. NGF,
- talutage des berges du plan d'eau suivant des pentes n'excédant pas 30 °,
- mise en place d'une buse obturable par une vanne verrouillable permettant la mise en communication du plan d'eau créé avec celui situé au Lieu-dit « *Les Bastilles* ». Une échelle graduée devra permettre de connaître à tout moment la cote de la surface de l'eau,
- réalisation de la « Collection des Milieux Naturels du Val de Seine » sur une superficie de 2 ha environ ; la cote des terrains devra varier de 16,50 m. NGF à 21 m. NGF,
- création d'un chenal et mise en place d'une buse entre le plan d'eau créé et les deux petites mares d'environ 400 m² et 250 m² situées dans cette « Collection »,
- nivelage du fond de fouille,
- réalisation de zones d'accueil pour la nidification des Oedicnèmes Criards, sur la partie Nord de la parcelle B.871,
- régalaie des terres de découverte puis de la terre végétale sur une épaisseur minimale de 0,30 m. sur l'ensemble des terrains, à l'exception de ceux concernés par les zones d'accueil citées précédemment,

- boisement des terrains au plan de remise en état joint au présent arrêté,
- mise en prairie ou engazonnement des berges et des terrains non concernés par les boisements naturels, les zones d'accueils pour la nidification des Oedicnèmes Criards, la « Collection » et le reboisement,
- talutage des fronts de taille périphériques de la carrière suivant une pente n'excédant pas 30°, à l'exception d'un front de taille résiduel pour accueillir les hirondelles des rivages et situé dans l'enceinte de « l'Espace des Milieux Naturels du Val de Seine » au Nord de la carrière. L'accès à ce front de taille résiduel est interdit par une clôture efficace située à une distance suffisante pour éviter tout danger.

Article 3 : Autres réglementations

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

Article 4 : Délais et voies de recours

(Article L.514-6 du Code de l'Environnement)

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif :

- 1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;
- 2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

Un extrait de cet arrêté sera publié, aux frais du bénéficiaire, dans un journal régional ou local diffusé dans tout le département et affiché par les soins de M. le Maire de la commune de GUERNES.

.../...

Article 6 :

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines,
- M. le Sous-Préfet de MANTES-LA-JOLIE,
- M. le Maire de GUERNES,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Mme le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles d'Ile-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société COMPAGNIE des SABLIERES de la SEINE.



Pour ampliation
L'Attaché, Chef de Bureau


Jérôme BRAULT

Fait à VERSAILLES,

Le

26 AOUT 2002

LE PREFET DES YVELINES

Pour le Préfet et par délég.
Le Secrétaire Général


Marc DELATTRE